

L'INAUGURATION DE LULA

Georges leBel

Brasilia, le premier janvier 2003.

Invité à participer à la « Posse de Lula », on nous a reçus comme et avec les chefs d'État. Une représentation syndicale de métallurgistes canadiens et américains était de la partie. Soixante-dix-sept États étaient représentés par des délégations spéciales, dont Cuba par Fidel, le Venezuela par Chavez et l'Afrique du Sud par Mbecki ; et la plupart des Présidents Sud américains. Le Canada était représenté par le Président de la Chambre des Communes (inutile de chercher son nom) et un député d'extrême-droite de l'Alliance canadienne.

La fête officielle était comme toutes les fêtes officielles assez formelles, en autant que l'on puisse être formel au Brésil. Mais l'essentiel était qu'il s'est agi d'abord d'une fête populaire, et aussi d'une fête du PT, avec du rouge et des étoiles partout. Le peuple décontracté et heureux a largement participé avec une joie communicative qui imprimait sur les visages le slogan de la campagne « l'espérance vaincra la peur ». C'est ainsi que les élites et les officiels furent réduits au rôle de figurants alors que le peuple devenait le véritable protagoniste, le véritable acteur de cet événement historique, qui est la première transition démocratique normale au Brésil d'un Président élu avec les deux-tiers (63 %) des votes utiles.¹

Le Brésil dont Lula prend un contrôle relatif, puisqu'il ne possède pas de majorité ni au Parlement, ni au Sénat,² est un pays que le néo-libéralisme précédent laisse au bord de la faillite. Toutes les initiatives macro-économiques des derniers huit ans se soldent par un

déficit énorme, une dette difficile à rencontrer³, une monnaie en chute grave (perte des deux-tiers de sa valeur en deux ans, le Real qui valait un dollar US en 2000 ne vaut plus que 28 cts). Les systèmes publics privatisés tombent les-uns après les autres (panne du service électrique), ou subissent des hausses exceptionnelles (téléphones et pétrole). Mais c'est aussi un pays qui vit une explosion démographique exceptionnelle ; de 70 millions en 1960, la population du Brésil est passée à 170 millions dont 80 % sont urbanisés et 52 millions vivent dans la pauvreté.

Gouverner, c'est établir des priorités entre les jeux de la politique, la macro-économique, et le social, la science et la culture, en orientant efficacement la machine de l'État. Plusieurs équilibres sont possibles. Pendant les huit années du régime Cardoso, le plan Réal a subordonné toute la politique à la macro-économique et à la stabilité de la monnaie. Il laisse une dette pharaonique, une société encore plus injuste, malgré des efforts en santé et en éducation, et surtout une société profondément inégalitaire qui est socialement à reconstruire. Le Ministre Palloci a parlé d'une société à l'agonie dont l'éclatement des liens sociaux que reflète la multiplicité des partis au Parlement, fait penser à nos catalogues.

FHC a poursuivi une « modernisation » néo-libérale fondée sur la stabilité de la monnaie, la déréglementation,

¹ Le jour de l'inauguration, les sondages lui donnaient 76% d'approbation populaire, soit le plus haut taux de satisfaction jamais enregistré, ce qui lui permettrait de prendre des mesures drastiques, et en tout cas incite même l'extrême droite fascisante comme un Maluf de Sao Paulo, ou la droite latifundiaire et populiste la plus dévaluée comme le Sénateur ACM, de Bahia de venir présenter leur soumission le jour de l'inauguration.

² - La majorité à l'Assemblée législative est de 256, et de 308 pour une modification constitutionnelle; or le PT ne peut compter que sur 213 députés. Au Sénat, il ne peut compter que sur 30 sénateurs sur 81.

³ La dette actuelle du Brésil correspondrait à 58% du PIB, soit R\$ 839,8 milliards, dont plus de R\$ 298 en frais de dette. La dette mobilière indexée sur le \$ US représente 40%. Ce sont des chiffres moindres que ceux du Canada (US \$ 350, 49% du PIB vs US \$ 259 pour le Brésil, 58%) pour un PIB qui était équivalent en 1999; mais au Canada, l'ampleur de nos échanges avec les USA nous mettent à l'abri relatif des chocs de change qui ont frappé le Brésil en 2000. Cette dette peut être détaillée comme suit; Reprise de banques : R\$ 70; États et municipalités : R\$ 295; Gestion de la dette R\$ 162 en 2001; Taux minimaux, R\$ 111; Coûts du change R\$ 25; programmes du Gouvernement : R\$ 53; Passifs contingents, R\$ 143 dont l'existence est débattue en justice. Notons surtout que les politiques de l'État fédéral ne comptent ici que pour 5% de la génération de la dette. Le doublement du déficit de l'État serait relativement bénin s'il n'était interdit par le FMI.

les privatisations, la réforme de la sécurité sociale (laissée en plan), la Loi sur la responsabilité fiscale des États, la professionnalisation de la fonction publique (fin du népotisme)⁴ et les programmes de bourses-écoles.

Le Gouvernement Lula fait donc face à deux obstacles en forme de goulots d'étranglement.⁵ Il n'a pas de majorité parlementaire et la situation économique du pays est catastrophique. Le FMI a imposé au Gouvernement sortant en novembre toute une série de conditions économiques qui lient maintenant LULA pour la prochaine année et demie. C'est pourquoi au cours du terme de quatre ans, il y aura probablement deux gouvernements Lula ; l'actuel qui doit se soumettre aux conditions du FMI et le prochain qui serait plus proche du programme du PT si les élections de 2004 lui donnent plus de députés.⁶

L'important ici, c'est le ton qui sera donné à la politique, l'orientation qui sera prise par chacun des responsables dans l'État et surtout la fonction publique. Porté par un large espoir populaire, Lula devrait pouvoir compter sur la loyauté des fonctionnaires. Proposant des orientations claires, il pourra susciter des projets novateurs, marquer le coup par des images, frapper l'imagination, inspirer les initiatives

Il a d'abord situé son équation personnelle : « Quand je vois ma propre vie, natif du Nordeste pauvre, ayant

vendu de cacahouètes et des oranges sur les quais de Santos, devenu ouvrier métallurgiste, j'ai fondé un syndicat puis le parti des travailleurs ; alors vu ce que j'ai fait, et qu'aujourd'hui j'assume le mandat suprême de la Nation, je me dis que nous pouvons faire plus. »

C'est pourquoi il a placé ses priorités sous le signe du changement : MUDANÇA⁷. Lula a commencé par ce mot et l'a utilisé quatorze fois pendant son discours inaugural.

D'abord changement dans les attitudes. Il a demandé qu'on cesse de l'appeler excellence et monsieur, en imposant l'expression compagnon au cabinet. Il a averti ses ministres de faire attention à ce qu'ils disaient parce qu'il allait les obliger à remplir leurs promesses. Il a utilisé la Rolls officielle, mais a permis au peuple de s'en approcher.⁸ Il a formé le gouvernement le plus diversifié⁹ et décidé d'amener ses ministres dans les zones les plus défavorisées du Brésil pour qu'ils voient le travail qui leur était réservé. Le marché a très bien accueilli ces premières décisions; la bourse et le Réal se sont appréciés¹⁰ et le dollar est tombé de près de 3 %.

Il a annoncé ensuite des décisions plus susceptibles de frapper les esprits. La décision d'abandonner l'achat d'avions de combat pour consacrer les deux milliards et demi de Reals épargnés à combattre la faim est un premier grand coup qui marque une habileté certaine. Alors que Bush l'interrogeait sur la macro-économie et le FMI, Lula lui a répondu sur la campagne contre la faim. C'était à la fois changer de terrain et passer à l'offensive ; cesser de répondre aux ordres et fixer ses propres priorités.

L'idée économique maîtresse est de fonder la croissance sur la consommation interne¹¹ plutôt que sur les capitaux externes volatiles¹² et une élévation importante du salaire minimum.¹³

⁴ - Le point d'exclamation s'explique par la sanction le 26 décembre par le président sortant d'un décret-loi conférant l'impunité à tous les intervenants de son gouvernement : Cardoso sanciona., "lei da impunidade"

Na 5ª feira, 26 de dezembro de 2002, rápido e faceiro, o ainda presidente Fernando Henrique Cardoso sancionou, sem vetos, a lei que o protege de processos judiciais. Agora, graças ao rolo compressor conservador, capitaneado pelas bancadas do PSDB, PMDB e PFL, ex-presidentes da República, ex-ministros, ex-governadores, ex-secretários de Estado, ex-parlamentares federais e estaduais, ex-prefeitos, ex-magistrados, ex-membros do Ministério Público e ex-membros de Tribunais de Contas contam com o benefício do "foro privilegiado" no julgamento de atos de improbidade administrativa praticados durante o mandato e só poderão se julgados por Tribunais Superiores

⁵ - Au slogan de la campagne « Et maintenant, c'est Lula » (Agora É Lula), l'opposition a répliqué dans la presse la veille de l'inauguration « et maintenant, qu'est-ce que tu vas faire, Lula? » (É agora, Lula.) Le journal parisien Libération a traduit cela par « Au boulot Lula ».

⁶ - Le programme du PT tel que résumé par l'ancien préfet de Belo Horizonte:

D'abord le développement : économique, (qui implique des liens avec les entrepreneurs), social, (qui implique une large participation du mouvement social), culturel et environnemental. Ensuite le développement régional, qui implique le respect des diversités régionales, l'autonomie locale et l'acheminement vers la base des investissements productifs.

Enfin, la lutte contre la faim, qui associe toute la population et ses organisations dans une vaste mouvement non seulement de compassion, mais de conscientisation, de solidarité et de coopération. Certaines initiatives de FHC seront universalisées. Cela implique de combattre le chômage, la violence et de fournir à chacun un logement décent.

Cela nécessitera une réforme des impôts, des institutions (et de la présidence), des législations du travail et syndicales, de la politique électorale (moralisation des pratiques et consolidation de la démocratie) et de la réforme agraire et urbaine pour que soit restaurée la fonction sociale de la propriété.

Ce programme transcende les partis et vise une plus juste redistribution des richesses et une réduction sensible des inégalités. « La vraie dette du Brésil n'est pas envers le FMI, la Banque mondiale ou les Banques, mais bien à l'égard de son peuple. »

⁷ - Cela veut aussi dire déménagement, ce qui est la réalité pour la majorité des personnels et de la bureaucratie politique du PT qui doivent déménager à Brasília.

⁸ - A ses risques et périls d'ailleurs puisque pendant le défilé militant enthousiaste lui a sauté au cou, aggravant de ce fait une bursite persistante à l'épaule droite. Une militante a même réussi à l'empoigner par le bras pour se faire photographier pendant qu'il accédait au Palais présidentiel de Planalto entre une haie de grenadiers en grand appareil.

⁹ - Le Gouvernement le plus diversifié que le Brésil n'ait jamais eu; des hommes et des femmes, des blancs, des mulâtres et des noirs, une pop star, un cueilleur de caoutchouc, des féministes, des entrepreneurs, des ex-guerilleros et des diplomates.

¹⁰ - Le risque Brésil, ce montant supplémentaire d'intérêt que les emprunteurs doivent payer sur les marchés internationaux, est passée de 2,44% en septembre à 1,3% au premier janvier.

¹¹ - Dans cette perspective, il a proposé la régularisation juridique de la situation des propriétés dans les favelas; cabanes, maisons et lotissements. Cela permettrait aux titulaires le financement bancaire par emprunt et crédit commercial. L'Institut de la statistique du Brésil IBGE évalue de façon conservatrice à 1,6 million le nombre de ces habitations.

¹² - Les USA ne peuvent contester cette politique à l'OMC puisque leur programme de «food stamps» fait précisément cela; et cela ne met pas en cause la première revendication du Brésil pour la poursuite des négociations de l'ALCA qui est l'abolition des subventions US à leur agriculture et le protectionnisme imposé aux produits agricoles brésiliens et sud-américains en général.

¹³ La proposition du programme est de faire passer le salaire minimum de 170 à 240 Reales par mois, soit une augmentation plus du tiers.

Lula forme le premier gouvernement qui soit élu avec une proposition claire de sortir du néolibéralisme. Il propose de passer de l'hégémonie du capital à celle de la production. Mais par étapes dans ce que le sociologue Émir Sader appelle le « post-néolibéralisme empirique ». Nous l'avons dit, il cherche à fonder le développement sur la consommation interne plutôt que sur le capital spéculatif externe, et d'insister sur le capital productif. Pour Marco Aurélio Garcia, les modèles social-démocrate et bolchevique sont épuisés ; il faut donc négocier¹⁴ quand on peut innover et proposer de nouvelles formes de gestion là où c'est possible. C'est le « réalisme pragmatique ».

C'est dans cet esprit qu'on annonce la création d'un Conseil du développement économique et social, présidé par Tarso Genro, dont les 82 membres déjà nommés représentent tous les secteurs de la société et de l'économie. Ce conseil sera responsable à court terme de trois projets prioritaires : la réforme de la sécurité sociale, la réforme fiscale et la réforme des lois du travail. À plus long terme, ce conseil devrait être le lieu de propositions de réforme. Pour les Québécois, cela peut faire penser aux sommets de concertation du PQ, mais la différence est que ces initiatives sont inéluctables pour susciter la nouvelle majorité nécessaire à l'adoption de lois qui correspondent à la nouvelle hégémonie sortie des urnes, mais qui ne se traduit pas en nombres d'élus au Parlement.

La réforme fiscale est liée au dégagement de ressources nécessaires à la réforme de la sécurité sociale. La création d'un Forum national sur le Travail répond en partie aux divisions existantes. La réforme du travail exige une révision constitutionnelle qui ne peut se faire sans un large consensus. La proposition pendante (projet de révision 623) proposait la fin de l'unité syndicale, de la contribution obligatoire et du pouvoir normatif de la justice du travail. Les employeurs souhaitaient une plus grande flexibilisation vue comme une extension de la négociation et une réduction du rôle de la législation ; mais ils se sont divisés sur les mesures concrètes et ne s'expriment plus d'une seule voix. Les travailleurs aussi sont divisés sur les mesures à adopter. Alors on attendra qu'une formule plus largement discutée soit acceptée.

Le Ministre Dirceu a parlé de « révolution sociale »,¹⁵ alliant l'accroissement de la production et le développement à une contrepartie redistributive des revenus, la justice sociale et l'élimination de la pauvreté et de la faim. « Il faut bien sûr que le Brésil prenne sa place dans le monde ; mais aussi que le PEUPLE prenne sa place dans le Brésil. » Ainsi, le programme économique combine le conservatisme macro-économique avec la hardiesse des dépenses sociales, en

¹⁴ Il faut comprendre que le PT est issu du milieu syndical dont le fonctionnement essentiel repose sur la pratique de la négociation, avant celle de la confrontation. Il ne serait pas étonnant que le gouvernement Lula en fasse la dimension essentielle de son mode de gestion des contradictions, par l'appui sur un rapport de force qui permette de dégager des consentements. D'où la création de ces instances de négociation permanente que seront le Conseil de développement économique et social et le Forum national sur le travail.

¹⁵ - Ceministre de la maison civile, équivalent de notre premier ministre, a été, sous la dictature militaire, un guérillero militant de l'Alliance de Libération nationale, qui dû se réfugié à Cuba. Il a remercié Fidel et est le seul ministre à avoir salué la mémoire des morts de la dictature militaire.

modifiant le profil de ces dépenses qui, aujourd'hui, profitent pour 20 % aux riches.¹⁶

Le nouveau gouvernement propose une planification par objectifs qui libère l'État de la logique des marchés. Le changement sans rupture s'opère par le maintien des politiques fiscales, monétaires et de change, mais aussi par la réorganisation des dépenses publiques.

Le problème ici c'est qu'en plus de ne pas avoir une hégémonie législative claire¹⁷, le parti de Lula peut aussi se diviser. Lié par l'entente avec le FMI de novembre dernier, le Gouvernement n'a pas d'espace pour augmenter les dépenses sociales ni par l'émission de monnaie, ni par l'augmentation de la dette, à cause des risques d'inflation.¹⁸

Le PT est né d'une rencontre d'intellectuels avec des travailleurs ; mais à la longue, il a nourri une bureaucratie de techniciens professionnels libéraux qui font maintenant partie de son fonctionnement. Le défi du PT est ici très grand. Vidé de beaucoup de ses cadres, comment pourra-t-il assumer la nécessaire tâche de critique idéologique des erreurs du néolibéralisme et proposer de nouvelles perspectives, tout en maintenant la ferveur militante alors que son gouvernement sera attelé à résoudre d'incommensurables problèmes politiques, sociaux et économiques quotidiens ? Ce parti devra accepter les restrictions financières, accepter qu'il ne peut accroître les dépenses sociales de l'État sans en accroître les ressources. Plusieurs des politiques annoncées (par exemple l'indépendance de la Banque centrale) sont loin d'un programme de gauche et même de ce que l'on a appelé le « LULA Light ». Le PT devra accepter par exemple que le réalisme politique implique la stabilité économique, l'austérité fiscale et le contrôle des prix. Mais on ne pourra pas le garder longtemps hors de sa trajectoire de nécessaire rupture avec la dépendance que commande son lien organique avec ses militants.

Dans ses rapports avec une autre force importante au Brésil, le Mouvement des sans terre, Lula a relevé le défi en désignant comme Ministre responsable, Miguel Rossetto, ancien vice-gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul, représentant la gauche la plus radicale du PT.

La situation a certes changé avec le changement de légitimité politique. Les latifundiaires prétendaient s'asseoir sur leur droit de propriété pourtant limité par la Constitution et confiner le MST à de vaines revendications. Avec la réalité nouvelle sortie des urnes, c'est maintenant le MST qui a la légitimité et les propriétaires qui passent du côté des revendicateurs. Le MST a hésité à appuyer Lula, et la nomination de Rossetto pourrait constituer une sorte de piège pour la gauche du PT qui risque de se casser les dents sur cette épineuse question. Rossetto a prévu deux étapes; d'abord installer les 85 000 familles actuellement en attente dans des camps temporaires, puis à long terme proposer une

¹⁶ - Par exemple, à cause d'un processus de sélection extrêmement exigeant, les écoles publiques sont réservées aux élèves les plus brillants qui comme par hasard sont de fait les plus favorisés; 90% des étudiant-es fréquentent en conséquence les institutions privées.

¹⁷ - D'où la blague qui circulait : « Le pouvoir, c'est comme le violon, on l'empoigne avec la gauche et on en joue avec la droite »

¹⁸ - Les espoirs sont grands alors que la situation externe du Brésil est grave. L'optimisme du peuple nourrit le pessimisme des investisseurs qui ne laisse que peu d'espace à la dissidence radicale ou utopique.

vraie réforme agraire. On verra si le MST accepte de continuer l'actuelle trêve des occupations pour donner une chance à ce projet.

En politique économique internationale, Lula propose d'abord le renforcement du Mercosul puis de l'Amérique du Sud et seulement après, du reste. D'où l'importance du Venezuela¹⁹ ; essentiel nous dit Marco Aurelio Garcia , principal conseiller du Président, car si le pays veut se sortir de la crise, il ne peut affronter une hausse des prix du pétrole qui relancerait une inflation déjà menaçante.

Quant à l'ALCA (ZLÉA) le Brésil se contente pour le moment de demander une remise en cause des échéanciers, même s'il annonce qu'il respectera l'échéance du 15 février pour le dépôt des offres de réduction des tarifs de tous les participants. Zoellick, le représentant au commerce des États-Unis qui représentait Bush à Brasilia,²⁰ a dit qu'il comprenait et accepterait un report des échéances prévues.

Lula a maintenu a son poste le négociateur de Cardoso au processus de l'ALCA, Hugueney, mais il lui a désigné comme supérieur hiérarchique Samuel Guimaraês, qui avait été écarté pour avoir exprimé de fortes réticences à l'égard de l'ALCA.²¹ Lula a déjà déclaré qu'il n'y aurait pas d'ALCA sans renonciation au protectionnisme américain en agriculture. Mais la priorité reste la relance du Mercosul comme union douanière, surtout avec l'Argentine dont la résolution de la crise est essentielle à la relance au Brésil.

Ce bref séjour au Brésil nous aura permis de faire le point. Il faudra maintenant s'interroger sur les modalités de notre participation à cette ère de changement et surtout sur ce que cela signifie pour la lutte québécoise et canadienne à la ZLÉA.

¹⁹ - Selon le mot de Marco Aurelio Garcia, délégué par Lula à Caracas, la droite vénézuélienne est devenue luxembourgist, en référence au titre du livre de Rosa Luxembourg « la Grève de masse ». Il faut savoir que la nouvelle loi vénézuélienne sur le pétrole entrain en vigueur le premier janvier et qu'elle a pour effet de supprimer les avantages et privilèges énormes des dirigeants et employés de la PVDA qui consomment 80% des profits dégagés par cette compagnie d'État. La crise dans ce pays produit une pression dangeureuse sur les prix du pétrole au Brésil.

²⁰ - Lula a qualifié de sous-sous-sous représentant ce sous-secrétaire au Commerce.«sub-sub-sub»

²¹ - L'ambassadeur Bustani, ancien directeur de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui avaient perdu son poste à la demande des USA parce qu'il avait osé suggérer qu'il était qualifié pour effectuer les enquêtes sur les armes chimiques en Iraq, a aussi obtenu une promotion.